

Rapport financier trimestriel

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

30 juin 2024

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Table des matières

30 juin 2024

	<u>La page</u>
Aperçu de la Société	1
Résultats trimestriels	2 - 3
Analyse des risques	3
Événements marquants	3
Rapports sur l'utilisation des crédits	4
Déclaration de responsabilité de la direction	5
État de la situation financière non audité	6
État des résultats non audité	7
État des gains et pertes de réévaluation non audité	8
État de la variation des actifs (dettes) financiers nets non audité	9
État des flux de trésorerie non audité	10
Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires non vérifiés	11 – 20

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Rapport financier trimestriel

30 juin 2024

Le présent rapport financier trimestriel de Marine Atlantique S.C.C. (la « Société ») porte sur la période de trois mois close le 30 juin 2023. Il doit être lu en parallèle avec le Sommaire du plan d'entreprise 2022-2023 à 2026-2027 et le Rapport annuel 2022-2023 de la Société qui comprend les états financiers annuels vérifiés pour l'exercice clos le 31 mars 2024. On peut trouver des renseignements sur la Société, notamment le Rapport annuel et le Sommaire du plan d'entreprise, une fois qu'ils sont approuvés par le gouvernement fédéral, à l'adresse www.marineatlantique.ca.

Les états financiers non vérifiés et les notes complémentaires ont été établis selon les Normes comptables du secteur public. Tous les montants sont présentés en dollars canadiens.

APERÇU DE LA SOCIÉTÉ

Marine Atlantique S.C.C. est une société d'État fédérale chargée de remplir le mandat constitutionnel d'offrir un service de transport de marchandises et de passagers entre North Sydney, en Nouvelle-Écosse, et Port aux Basques, à Terre-Neuve-et-Labrador. Ce service assure une liaison essentielle entre la province de Terre-Neuve-et-Labrador et le Canada continental.

Marine Atlantique S.C.C., qui a son siège social à St. John's (T.-N.-L.) gère des terminaux à Port aux Basques et à Argientia, T.-N.-L., et à North Sydney, en N.-É. La Société assure deux liaisons : un service de traversier quotidien de 96 milles marins maintenu à longueur d'année entre Port aux Basques et North Sydney et un service de traversier saisonnier de 280 milles marins entre Argientia et North Sydney.

Pour s'acquitter de son mandat, Marine Atlantique S.C.C. exploite une flotte composée de quatre traversiers de cote glace : le *Blue Puttees*, le *Highlanders*, l'*Atlantic Vision* et le *Leif Ericson*. La Société fait chaque année rapport au gouvernement du Canada par l'entremise du ministre des Transports.

Pour garantir l'exploitation sécuritaire des navires en mer, Marine Atlantique S.C.C. est assujettie à diverses lois et divers règlements, dont le *Code canadien du travail*, le *Règlement sur la sécurité et la santé au travail (en milieu maritime)*, la *Loi sur le transport des marchandises dangereuses* et ses règlements, la *Loi sur la responsabilité en matière maritime* et ses règlements, la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, la *Loi maritime du Canada*, la *Loi sur le cabotage*, le *Règlement sur la sûreté des traversiers intérieurs* et la Partie III du *Règlement sur la sûreté du transport maritime*. La Société est également assujettie à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS), le plus important de tous les traités internationaux visant la sécurité des navires marchands.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Rapport financier trimestriel

30 juin 2024

RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Aperçu de la performance financière de la Société (en milliers de dollars)

	Trimestre clos le 30 juin 2024							
	Réel	Budget	Exercice précédent	Écart par rapport au budget ¹		Écart par rapport à l'exercice précédent ¹		
				\$	%	\$	%	
Revenus	30 145	\$ 29 521	\$ 30 562	\$ 624	2%	(417)	-1%	
Charges	79 978	\$ 80 776	\$ 67 427	\$ 798	1%	(12 551)	-19%	

¹ Un écart positif correspond à un résultat favorable par rapport aux montants inscrits au budget/comptabilisés pour l'exercice précédent

Aperçu statistiques

	Trimestre clos le 30 juin 2023							
	Réel	Prévisions	Exercice précédent	Écart par rapport aux prévisions ²		Écart par rapport à l'exercice précédent ²		
				Nombre	%	Nombre	%	
Passagers	82 873	72 783	82 328	10 090	14%	545	1%	
Véhicules de tourisme	32 895	28 894	33 472	4 001	14%	(577)	-2%	
Véhicules utilitaires	26 198	25 224	24 164	974	4%	2 034	8%	
Équivalents autos ³	145 894	137 326	136 648	8 568	6%	9 246	7%	
Traversées	452	408	450	44	11%	2	0%	

² Un écart positif correspond à un résultat favorable par rapport aux prévisions/résultats de l'exercice précédent

³ Un équivalent auto ou EA correspond à la longueur moyenne d'une automobile

REVENUS

Les revenus de la Société ont augmenté de deux pour cent par rapport au budget, tandis que de 1 % ont été inférieurs de 1 % à ceux de l'an dernier. Les volumes de trafic globalement plus élevés par rapport au budget et à l'année précédente ont été partiellement atténués par le retard dans le début du service saisonnier Argentinia en raison de problèmes mécaniques avec l'*Ala'suinu*. Les passagers ont été réacheminés vers le service du golfe.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Rapport financier trimestriel

30 juin 2024

CHARGES

Comparison avec le budget

Les dépenses de la Société ont été inférieures d'un pour cent au budget au cours du trimestre. Le coût de la fin du retour en location de l' *Atlantic Vision* a été inférieur aux prévisions. Cela a été partiellement compensé par des coûts supplémentaires liés à l'interruption du service *Argentia*. La Société a ajouté des passages à niveau supplémentaires au service du golfe pour accueillir les passagers d'*Argentia* et a fourni une indemnisation.

Comparison avec l'exercice précédent

Les charges de la Société ont augmenté de 19 % pour le trimestre par rapport à l'an dernier. L'augmentation importante des coûts est en grande partie attribuable aux changements apportés à la flotte. En avril, la Société a retourné l' *Atlantic Vision* en Europe pour coïncider avec l'expiration du bail. Un tiers a été engagé pour faire transiter le navire vers un chantier naval européen en vue de sa remise au propriétaire. Les *Ala'suinu* sont arrivés au Canada en avril après un long transit en provenance d'Asie, ce qui a entraîné des coûts de transit et d'intégration. De plus, l' *Ala'suinu* a été retardé en service en raison de problèmes mécaniques imprévus, ce qui a entraîné des coûts supplémentaires pour rediriger les passagers vers le service du Golfe.

Immobilisations corporelles

La Société a investi 5,4 millions de dollars dans ses immobilisations au cours du premier trimestre dans le cadre du réinvestissement continu de l'actif. Cela comprenait 1,7 million de dollars pour des projets liés à la flotte et 3,7 millions de dollars pour le remplacement et la modernisation des installations à terre, de la technologie de l'information, des investissements dans l'innovation et l'achat d'équipement.

Prévisions

D'après les résultats des trois premiers mois et l'affectation budgétaire pour le reste de l'année, la Société s'attend à ce qu'elle fonctionne dans les limites de son affectation de fonds approuvée. Il n'y a eu aucune révision des buts ou des objectifs par rapport au sommaire du plan d'entreprise 2022/23 - 2026/27.

ANALYSE DES RISQUES

Les risques financiers de la Société ont déjà été divulgués dans le sommaire du plan d'entreprise 2022/23-2026/27 de la Société et dans le rapport annuel 2023/24 de la Société. Il n'y a pas de changements importants aux risques précédemment identifiés.

ÉVÉNEMENTS MARQUANTS

L'*Atlantic Vision* a terminé sa dernière traversée en mars 2024 et a été rendue à son propriétaire en avril après 15 ans de service. Le nouvel ajout de la Société à la flotte, l'*Ala'suinu*, est arrivé au Canada le 20

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Rapport financier trimestriel

30 juin 2024

avril. L'Ala'suinu devait initialement entrer en service le 14 juin, mais en raison de problèmes imprévus avec les systèmes de carburant et de lubrification, le navire est entré en service le 10 juillet. La Société a retardé le début du service d'Argentia et a modifié l'horaire du Golfe afin d'accroître la capacité des clients d'Argentia touchés.

RAPPORTS SUR L'UTILISATION DES CRÉDITS

La Société a reçu des crédits de 60,6 millions de dollars du gouvernement du Canada au cours du premier trimestre terminé le 30 juin 2024. Veuillez consulter la note 2(a) des états financiers intermédiaires non vérifiés pour la politique comptable de la Société à l'intention des crédits du gouvernement. La note 5 des états financiers intermédiaires non vérifiés fait état de la façon dont les crédits reçus ont été utilisés au cours de l'exercice.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.
Rapport financier trimestriel
30 juin 2024

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalie importante. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements de ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers non vérifiés donnent, dans tous leurs éléments significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société aux dates présentées dans les états financiers trimestriels et pour les périodes closes à ces dates.



Murray Hupman, ing.
Président et chef de la direction



Shawn Leamon, CPA, CGA
Vice-président aux finances

St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)
Le 15 août 2024

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Etat de la situation financière non audité

Au 30 juin 2024
(en milliers)

	<u>30 juin</u> <u>2024</u>	<u>31 mars</u> <u>2024</u>
Actifs financiers		
Trésorerie (note 4)	17 946 \$	9 919 \$
Débiteurs	9 998	11 688
Somme à recevoir du gouvernement du Canada (note 5)	-	29 329
Stocks destinés à la revente	470	338
Dérivés	2 707	2 857
Actif au titre des prestations de retraite constituées	155 229	151 316
	<u>186 350 \$</u>	<u>205 447 \$</u>
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	39 831 \$	44 767 \$
Obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation (note 12)	30 893	30 893
Dérivés	56	47
Revenus reportés	18 496	14 909
Somme à payer au gouvernemetn du Canada (note 5)	7 327	-
Charges à payer au titre des indemnités de vacances	8 465	8 345
Passif au titre des prestations de retraite constituées	3 559	3 559
Passif au titre des avantages complémentaires de retraite constitués	49 906	50 359
Passif au titre des avantages postérieurs à l'emploi constitués	13 199	12 522
	<u>171 732</u>	<u>165 401</u>
Actifs financiers nets	<u>14 618 \$</u>	<u>40 046 \$</u>
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	346 215	353 415
Stocks destinés à la consommation	29 956	36 241
Charges payées d'avance	21 470	8 606
	<u>397 641</u>	<u>398 262</u>
Excédent accumulé	<u>412 259 \$</u>	<u>438 308 \$</u>

Éventualités (note 8)

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Etat des résultats non audité

Pour la période close le 30 juin 2024

(en milliers)

	Trimestre clos en	
	2024	2023
Revenus		
Produits des activités de transport (note 6)	29 410 \$	29 778 \$
Autres produits	172	139
Gain de change	-	12
Gain réalisé sur dérivés	563	633
	<u>30 145</u>	<u>30 562</u>
Charges		
Salaires et avantages sociaux	32 502	30 040
Frais d'affrètement	7 432	3 892
Taxes sur l'importation d'affrètement	806	-
Carburant	11 859	10 042
Matériaux, fournitures et services	11 603	8 287
Réparations et entretien	2 718	2 585
Assurance, loyer et services publics	2 180	2 132
Frais de déplacement	901	638
Frais administratifs	604	308
Avantages sociaux futurs (note 7)	(3 250)	(3856)
Amortissement	12 626	13 359
	<u>79 981</u>	<u>67 427</u>
(Déficit) avant le financement public	<u>(49 836)</u>	<u>(36 865)</u>
Financement public		
Exploitation	18 552	22 019
Immobilisations corporelles	5 421	14 872
	<u>23 973</u>	<u>36 891</u>
Déficit lié aux activités	(25 863)	26
Excédent accumulé, au début de la période	<u>434 388</u>	<u>395 979</u>
Excédent accumulé, à la fin de la période	<u>408 525 \$</u>	<u>396 005 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.
État des gains et pertes de réévaluation non audité
 Pour la période close le 30 juin 2024
 (en milliers)

	Trimestre clos en	
	2024	2023
Gains de réévaluation cumulés, début de l'exercice	3 919 \$	5 927 \$
Gains (pertes) de réévaluation survenus pendant la période		
Perte non réalisée sur devises	(25)	(102)
Gain non réalisé (perte non réalisée) sur produits dérivés	403	(1 812)
Montant reclassé dans l'état des résultats		
Gain réalisé sur produits dérivés	(563)	(633)
Pertes de réévaluation nets de la période	(185)	(2 547)
Gains de réévaluation cumulés à la fin de la période	3 734 \$	3 380 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

État de la variation des actifs financiers nets non audité

Pour la période close le 30 juin 2024

(en milliers)

	Trimestre clos en	
	2024	2023
(Déficit) lié aux activités	(25 863) \$	26 \$
Variation des immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(5 421)	(14 872)
Amortissement d'immobilisations corporelles	12 623	13 359
Pertes (gains) sur cession d'immobilisations corporelle:	-	-
(Augmentation) des immobilisations corporelles	7 202	(1 513)
Variation des autres actifs non financiers		
Variation nette des stocks destinés à la consommation	6 282	2 290
Variation nette des charges payées d'avance	(12 864)	505
Diminution des autres actifs non financiers	(6 582)	2 795
Gains (pertes) de réévaluation nets	(185)	(2 547)
Diminution des actifs financiers nets	(25 428)	(1 239)
Actifs financiers nets, début de la période	40 046	4 445
Actifs financiers nets, fin de la période	14 618 \$	3 206 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.
État des flux de trésorerie non audité
Pour la période close le 30 juin 2024
(en milliers)

	Trimestre clos en	
	2024	2023
Activités de fonctionnement		
Rentrées de fonds - clients	31 518 \$	32 792 \$
Rentrées de fonds - autres produits	172	139
Financement public - exploitation	41 890	24 813
Financement public - immobilisations	18 739	23 397
Sorties de fonds - fournisseurs	(37 280)	(10 708)
Rentrées (sorties) de fonds - règlement de dérivés	758	1 240
Sorties de fonds - employés	(28 566)	(36 317)
Sorties de fonds - avantages sociaux futurs	(440)	(538)
	<u>26 791</u>	<u>34 818</u>
Activités d'investissement en immobilisations		
Achat d'immobilisations corporelles	(18 739)	(23 397)
	<u>(18 739)</u>	<u>(23 397)</u>
Effet des variations de change sur la trésorerie	(25)	(102)
Augmentation nette de la trésorerie	8 027	11 319
Trésorerie au début de la période	9 919	10 248
Trésorerie à la fin de la période	<u>17 946 \$</u>	<u>21 567 \$</u>
La trésorerie comprend :		
Encaisse affectée	6 077 \$	5 989 \$
Encaisse non affectée	11 869	15 578
	<u>17 946 \$</u>	<u>21 567 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires non vérifiés

30 juin 2024

(en milliers)

1. BASE DE PRÉSENTATION

Marine Atlantique S.C.C. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La *Loi autorisant l'acquisition de Marine Atlantique S.C.C. de 1986* établit la Société comme société d'État mère. Dans le but de se conformer à la *Politique maritime nationale (1995)*, le mandat de la Société a été réduit à l'exploitation d'un service de traversiers.

La Société exploite un service de traversiers entre la Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve-et-Labrador. Les activités de Marine Atlantique S.C.C. ont un caractère évidemment saisonnier et la plus forte période d'activités de la Société est l'été (deuxième trimestre) et la période la moins achalandée est l'hiver (quatrième trimestre), car les nombreux touristes préfèrent voyager l'été. La Société profite donc de l'hiver pour effectuer une grande partie des travaux d'entretien annuel nécessaires sur ses navires et terminaux portuaires.

Les présents états financiers intermédiaires non vérifiés ont été préparés par la direction selon la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Le référentiel comptable est celui des Normes comptables du secteur public du Canada. Les états financiers intermédiaires ne présentent pas toutes les informations à fournir qui figurent dans les états financiers annuels vérifiés de Marine Atlantique S.C.C. Les informations présentées ci-après s'ajoutent à celles qui sont contenues dans les états financiers annuels. Les états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec les états financiers et les notes afférentes de l'exercice clos le 31 mars 2023.

2. MÉTHODE COMPTABLES IMPORTANTES

RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les états financiers sont préparés conformément aux Normes comptables du secteur public du Canada.

(a) Financement public

La Société reçoit un financement public qui lui permet de répondre à ses besoins de trésorerie à court terme, notamment de faire face à l'excédent des charges d'exploitation sur les produits tirés des activités commerciales et d'acquiescer des immobilisations corporelles. Le financement public reçu est comptabilisé en résultats de l'exercice au cours duquel il a été autorisé et toutes les exigences définies ont été satisfaites par la Société. Tout écart entre les montants reçus et les montants autorisés et admissibles constitue une somme à recevoir du gouvernement du Canada (ou à payer à ce dernier). La Société vend parfois des actifs et doit alors verser le produit net de la vente des actifs au Trésor. Le cas échéant, le produit net réalisé est porté en diminution des besoins de financement de l'exploitation pour l'exercice au cours duquel la vente a eu lieu.

(b) Instruments financiers

La trésorerie, les débiteurs, les créiteurs et les charges à payer sont évalués au coût après amortissement.

Les dérivés sont initialement évalués à la juste valeur à la date de passation des contrats sous-jacents, puis réévalués à la juste valeur à chaque date de clôture. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état des gains et pertes de réévaluation jusqu'à ce que l'instrument financier dérivé soit décomptabilisé. À ce moment-là, le montant cumulatif des gains et pertes de réévaluation associé à l'élément décomptabilisé fait l'objet d'une écriture de contrepassation et est reclassé dans

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires non vérifiés

30 juin 2024

(en milliers)

l'état des résultats. Les instruments dérivés sont décomptabilisés à la date d'expiration des contrats sous-jacents. Les coûts de transaction sont passés en charges au moment où ils sont engagés.

Les estimations de la juste valeur sont établies à une date donnée, au moyen de l'information disponible à ce moment sur les instruments financiers et les conditions prévalant sur le marché. Les estimations sont, de par leur nature, subjectives, car elles comportent des incertitudes et reposent sur des jugements importants. Les instruments financiers qui sont évalués après leur comptabilisation initiale à la juste valeur sont regroupés selon une hiérarchie fondée sur la mesure dans laquelle la juste valeur est observable. Les évaluations des justes valeurs de niveau 1 sont tirées des prix cotés sur un marché actif non rajustés pour des actifs ou des passifs identiques. Les évaluations des justes valeurs de niveau 2 sont tirées de données autres que les prix cotés sur un marché inclus au niveau 1 qui sont observables directement ou indirectement pour l'actif ou le passif concerné. Les évaluations des justes valeurs de niveau 3 sont tirées de techniques d'évaluation qui comprennent des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

(c) Stocks

Les stocks se composent des stocks de carburant, qui sont évalués au coût historique ou au coût de remplacement, selon le moindre des deux montants, et des pièces de rechange utilisées à bord des navires, qui sont évaluées au coût historique.

(d) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles, qui englobent les navires, les installations et le matériel, sont comptabilisées au coût diminué de l'amortissement cumulé.

La flotte de navires de la Société comprend les navires qui lui appartiennent et les projets de navires, les installations côtières se composent des bâtiments des terminaux, des installations de débarquement, des quais et des infrastructures connexes. Le matériel comprend le matériel informatique et les logiciels, le mobilier et les véhicules.

Les principales pièces de rechange sont comptabilisées en tant qu'immobilisations corporelles et ne sont pas amorties tant qu'elles ne sont pas utilisées. À cette fin, les principales pièces de rechange sont celles qu'on prévoit utiliser pendant plus d'un exercice pour une immobilisation corporelle donnée.

Le coût des travaux en cours comprend les matériaux, la main-d'œuvre directe et les frais indirects. Les montants compris dans les travaux en cours sont virés à la catégorie appropriée d'immobilisations corporelles au moment où l'actif est prêt à être utilisé, puis ils sont ensuite amortis.

L'amortissement est calculé à des taux suffisants pour permettre la radiation du coût des immobilisations corporelles, déduction faite de leur valeur résiduelle, sur leur durée de vie utile estimative, selon la méthode linéaire. Le coût des projets à bord des navires, déduction faite de leur valeur résiduelle, est amorti sur la plus courte des durées suivantes : la durée de vie utile de l'actif ou la durée de vie utile du navire.

Les durées de vie utiles estimatives et les méthodes d'amortissement sont passées en revue tous les ans. Les taux appliqués aux principales catégories d'immobilisations corporelles sont les suivants :

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires non vérifiés

30 juin 2024

(en milliers)

Navire (y compris les projets de navires)	5 % à 10 %
Installations côtières	2,5 % à 5 %
Matériel	10 % à 25 %
Améliorations locatives	Plus court de la durée du contrat de location ou la durée de vie utile du bien

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Société de fournir des biens et des services, la valeur de l'immobilisation est ramenée à sa valeur résiduelle, le cas échéant. Il ne peut y avoir de reprise sur réduction de valeur.

(e) Avantages sociaux futurs

La Société comptabilise ses obligations au titre des régimes d'avantages sociaux et les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes, au fur et à mesure que les prestations sont constituées pour répondre aux projections de retraite.

i) Actif (passif) au titre des prestations de retraite constituées

La Société offre, par l'entremise d'un fiduciaire, un régime de retraite agréé à prestations déterminées qui couvre la quasi-totalité de ses salariés, ainsi que trois régimes de retraite supplémentaires non capitalisés. Le régime de retraite supplémentaire adopté le 2 juin 1994 et le régime de retraite supplémentaire adopté le 6 juin 1990 ont été supprimés le 1^{er} mars 2001 (ci-après appelés les anciens régimes de retraite supplémentaires), la couverture des membres inactifs ayant droit à des prestations avant cette date étant maintenue.

Le régime de retraite agréé est un régime à prestations déterminées. La méthode de calcul des prestations pour les membres actifs du régime prévoit, pour chaque année de service admissible jusqu'à un maximum de 35 ans, le versement de prestations correspondant à 1,6 % du salaire moyen pour les meilleures années de service ou du salaire de fin de carrière dans la limite de la moyenne des maximums des gains ouvrant droit à pension dans le cadre du Régime de retraite du Canada, plus 2 % du salaire moyen pour les meilleures années de service ou du salaire de fin de carrière excédant la moyenne des maximums des gains ouvrant droit à pension dans le cadre du Régime de retraite du Canada. Le régime de retraite agréé prévoit que des rajustements à des fins d'indexation pourront être apportés aux prestations de retraite et aux prestations aux survivants à verser au cours d'une année civile après le troisième anniversaire de la retraite ou du décès du participant, selon le premier de ces événements. De tels rajustements correspondent au taux de croissance annuel de l'indice des prix à la consommation moins 3 %, sous réserve d'un taux de croissance annuel maximal de 3 %. Aucun rajustement à des fins d'indexation n'est apporté si le taux de croissance annuel de l'indice des prix à la consommation est inférieur à 3 %.

En 2006, un nouveau régime de retraite supplémentaire a été mis en place à l'intention des titulaires de certains postes désignés, qui établit des prestations pour les services rendus depuis 2004. L'admissibilité à ce dernier régime a été élargie en vue de constituer des prestations pour les services rendus depuis 2009, au bénéfice de tous les participants au régime de retraite agréé à prestations déterminées qui sont visés par le maximum des prestations payables en vertu du régime agréé. En règle générale, toutes les prestations sont établies en fonction du nombre d'années de service des salariés et du salaire moyen pour les meilleures années de service ou du salaire de fin de carrière.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires non vérifiés

30 juin 2024

(en milliers)

Le coût des avantages de retraite est déterminé de façon actuarielle au moyen de la méthode de répartition des prestations prévues au prorata des services et des meilleures estimations faites par la direction du taux de rendement prévu des placements des régimes, des taux prévus de croissance de la rémunération, des taux d'inflation prévus et de l'âge de départ à la retraite des salariés. Le taux d'actualisation utilisé pour calculer les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des régimes de retraite est fondé sur le rendement prévu des actifs du régime de retraite agréé.

Le taux de rendement prévu à long terme des actifs du régime est fonction du rendement estimatif, selon les conditions du marché applicables à la date d'évaluation, de chaque grande catégorie d'actifs et de la composition cible d'actifs précisée dans la politique de placement établie pour le régime. Le rendement prévu des actifs est déterminé par référence à la valeur liée au marché qui est appliquée aux actifs du régime aux fins de l'établissement des états financiers. La valeur liée au marché des actifs du régime est établie en appliquant une méthode qui prévoit l'amortissement des gains et pertes relatifs au rendement prévu sur cinq ans. Les gains et pertes actuariels résultent de l'écart entre le taux de rendement réel et le taux de rendement prévu à long terme des actifs du régime et des variations de la valeur des obligations au titre du régime de retraite à la suite de modifications d'hypothèses actuarielles ou d'écarts entre les résultats réels et les prévisions établies en fonction des hypothèses.

Les gains et pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants. Les gains et pertes actuariels relatifs aux anciens régimes de retraite supplémentaires sont comptabilisés immédiatement lors de l'établissement du gain ou de la perte.

Les rajustements découlant des modifications apportées aux régimes, pour un montant net après compensation des gains ou pertes actuariels non amortis concernant les services rendus par les salariés au cours de l'exercice précédent, sont comptabilisés dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle la modification a été apportée.

La durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants au régime de retraite agréé et au régime de retraite supplémentaire restant est de 10,5 ans (2023 - 9,9 ans).

ii) Avantages complémentaires de retraite

La Société fournit une assurance-vie et une assurance pour soins de santé et soins dentaires à ses employés actifs ou à la retraite. Les salariés syndiqués, les salariés non syndiqués et les cadres sont admis à bénéficier d'une couverture d'assurance-vie de base et d'assurance-vie facultative à compter du premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de 60 jours d'emploi continu. Les salariés syndiqués sont admis à bénéficier de prestations dans le cadre d'une assurance complémentaire couvrant les soins médicaux et dentaires à partir du premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de 1 040 heures de travail effectuées et les salariés non syndiqués et les cadres y sont admissibles à compter du premier jour du mois qui suit la date à laquelle ils ont été embauchés.

Le coût des avantages complémentaires de retraite est déterminé de façon actuarielle à l'aide des meilleures estimations faites par la direction du taux de participation future au régime de soins de santé et de soins dentaires des retraités, du coût moyen des soins de santé par personne assurée, des taux tendanciels du coût des soins de santé et de l'utilisation de ces soins, du taux de croissance de la rémunération et des taux de mortalité. Une estimation des coûts d'emprunt a été utilisée pour calculer le taux d'actualisation de l'obligation et le coût des intérêts. Les coûts des avantages pour les salariés en activité sont passés en charges au fur et à mesure où ils sont engagés. Les coûts prévus pour la retraite sont constitués et passés en charges de manière égale sur la durée estimative du reste de la carrière de l'employé.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires non vérifiés

30 juin 2024

(en milliers)

Les rajustements qui découlent des gains et pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active du groupe de salariés concernés.

Les rajustements apportés en raison de modifications des régimes, pour un montant net après compensation des gains ou pertes actuariels non amortis concernant les services rendus par les salariés au cours de l'exercice précédent, sont comptabilisés dans l'état des résultats de la période au cours de laquelle la modification a été apportée.

La durée moyenne estimative du reste de la carrière active des participants aux régimes d'avantages complémentaires de retraite est de 11,5 ans (11,5 ans en 2023).

iii) Avantages postérieurs à l'emploi

Pour certains membres de son personnel en activité ou anciens salariés, la Société est un employeur auto-assuré qui est responsable du passif au titre des indemnités pour accidents de travail. L'obligation au titre des indemnités pour accidents de travail constituées de la Société représente le passif non capitalisé pour le coût des indemnités prévues selon le régime auto-assuré, qui sont spécifiées et administrées par la Workplace Health, Safety and Compensation Commission de Terre-Neuve-et-Labrador, la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail du Nouveau-Brunswick et le Workers Compensation Board de l'Île-du-Prince-Édouard, pour les accidents du travail des salariés actuels et des anciens salariés.

Le coût des indemnités pour accidents de travail est déterminé de façon actuarielle au moyen de la valeur actualisée nette du passif lié aux accidents de travail des salariés actuels et des anciens salariés lorsque des indemnités sont accordées par la Workplace Health, Safety and Compensation Commission de Terre-Neuve-et-Labrador, la Commission de la santé, de la sécurité et de l'indemnisation des accidents au travail du Nouveau-Brunswick ou du Workers Compensation Board de l'Île-du-Prince-Édouard, ou lorsque des modifications législatives sont apportées et qu'on peut raisonnablement estimer les coûts futurs prévus. La direction comptabilise les variations de la valeur actualisée nette du passif en se fondant sur les estimations actuarielles des coûts futurs mises à jour en fonction des données réelles et des modifications apportées aux hypothèses actuarielles. Une estimation des coûts d'emprunt a été utilisée pour calculer le taux d'actualisation de l'obligation et le coût des intérêts.

Les rajustements qui découlent des gains et pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne prévue de versement des indemnités qui est de 9,0 ans (9,0 ans en 2023).

(f) Constatation des revenus

Les recettes de transport proviennent principalement des tarifs facturés aux utilisateurs des services de traversier, qui comprennent les tarifs pour les véhicules de tourisme et commerciaux, les droits pour les passagers et le supplément de carburant, et sont constatés au moment où les services de traversier sont fournis. Les revenus de transport sont mesurés comme le montant de la contrepartie que la Société s'attend à recevoir en échange des services de traversier fournis. Les revenus provenant des tarifs représentent une obligation d'exécution unique à laquelle la totalité du prix de transaction est attribuée. Un supplément de carburant, calculé en pourcentage des revenus de transport, est constaté et mesuré sur la même base que les revenus de transport.

Le paiement des tarifs à l'avance lors de la réservation d'une réservation est enregistré à titre de revenus reportés et est constaté à titre de revenus lorsque les services de traversier sont fournis

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires non vérifiés

30 juin 2024

(en milliers)

Les autres revenus de transport sont constitués de frais d'entretien de véhicules tels que les frais d'entreposage, le fret, les frais de sécurité, les quais et les surestaries. Les revenus des ventes à bord sont principalement liés aux services aux passagers tels que l'hébergement, les restaurants et les ventes de boutiques de cadeaux. Ces revenus sont constatés au moment où les biens ou les services sont fournis au client. Ces revenus sont mesurés comme le montant de la contrepartie que la Société s'attend à recevoir en échange de services et de biens fournis.

Les autres revenus, comme les revenus d'intérêts et les revenus tirés de produits dérivés, sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

g) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la comptabilité d'exercice. Des charges de fonctionnement sont donc comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou les services rendus.

Les charges comprennent également des provisions qui reflètent la variation de la valeur des actifs et des passifs, y compris des provisions pour créances douteuses et pour obsolescence des stocks. Les charges englobent aussi l'amortissement des immobilisations corporelles, la consommation des stocks et les charges payées d'avance.

h) Charges payées d'avance

Les charges payées d'avance sont des décaissements effectués avant l'achèvement des travaux, la livraison des biens ou la prestation des services, ou des paiements versés à l'avance aux termes de contrats de location.

i) Conversion de devises

Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux cours du change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis aux cours du change en vigueur à la date de l'opération. Les engagements et les éventualités libellés en devises sont convertis aux cours du change en vigueur à la date de clôture. Un gain ou une perte de change non réalisé qui se produit avant le règlement est comptabilisé dans l'état des gains et pertes de réévaluation. Au cours de l'exercice où a lieu le règlement, le montant cumulé des gains et pertes de réévaluation fait l'objet d'une écriture de contrepassation dans l'état des gains et pertes de réévaluation et un gain ou une perte de change déterminé en fonction du cours du change à la date de comptabilisation initiale de l'élément est comptabilisé dans l'état des résultats.

(j) Passif éventuel

Les passifs éventuels sont des obligations potentielles qui peuvent donner lieu à des passifs réels si un ou plusieurs événements futurs se produisent ou ne se produisent pas. Dans la mesure où il est probable qu'un événement futur confirmera qu'un passif a été engagé à la date des états financiers et si le montant en cause peut faire l'objet d'une estimation raisonnable, un passif estimatif est comptabilisé et une charge est constatée. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant en cause, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires.

k) Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Un passif au titre d'une obligation de mise hors service d'une immobilisation est comptabilisé à la meilleure estimation du montant nécessaire à la mise hors service d'une immobilisation corporelle à la date de clôture lorsqu'il existe une obligation légale pour la société d'engager des coûts de mise hors service, qu'une transaction ou un événement passé donnant lieu au passif s'est produit, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'une estimation raisonnable du montant peut être effectuée. La meilleure estimation du passif comprend tous les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation, sur la base des informations disponibles à la fin de l'exercice. La meilleure estimation d'une obligation de mise hors service d'une immobilisation incorpore une technique de valeur actualisée, lorsque les flux de trésorerie nécessaires au règlement ou à l'extinction d'une obligation de mise hors service d'une immobilisation doivent s'étendre sur de longues périodes futures. Le taux d'actualisation utilisé reflète le coût d'emprunt du gouvernement du Canada et est associé au nombre estimatif d'années nécessaires pour achever la mise hors service ou la remise en état.

Lorsqu'un passif au titre d'une obligation de mise hors service d'une immobilisation est initialement comptabilisé, un coût correspondant de mise hors service de l'immobilisation est capitalisé dans la valeur comptable de l'immobilisation corporelle correspondante et amorti sur la durée de vie utile estimée de l'immobilisation. Les obligations de mise hors service d'immobilisations qui sont encourues progressivement avec l'utilisation de l'actif sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues, et un coût de mise hors service correspondant est comptabilisé en charges dans l'exercice. Une obligation de mise hors service peut découler d'une immobilisation corporelle qui n'est pas comptabilisée ou qui n'est plus en état d'utilisation productive. Dans ce cas, le coût de mise hors service de l'immobilisation est comptabilisé en charges.

La valeur comptable du passif est réexaminée à chaque date de clôture. La Société comptabilise les variations du passif d'une période à l'autre dues à l'écoulement du temps comme une charge de désactualisation. Les variations du passif résultant de révisions du calendrier, du montant de l'estimation initiale des flux de trésorerie non actualisés ou du taux d'actualisation sont comptabilisées comme une augmentation ou une diminution de la valeur comptable de l'immobilisation corporelle correspondante. Une fois que l'immobilisation corporelle concernée n'est plus utilisée de manière productive, les modifications du passif sont comptabilisées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont encourues. La Société continue de comptabiliser le passif jusqu'à ce qu'il soit réglé ou autrement éteint. Les décaissements effectués pour régler le passif sont déduits du passif déclaré au moment où ils sont effectués.

l) Incertitude des mesures

La préparation des états financiers exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses ayant une incidence sur le montant des actifs, des passifs et sur l'information sur les actifs et les passifs éventuels présentés à la date de clôture et sur le montant des revenus et des charges présentées au cours de l'exercice. La direction a déterminé qu'il existe une incertitude de mesure en ce qui concerne les montants déclarés relatif aux obligations de mise hors service d'immobilisations, l'actif de pension accumulé et les durées de vie utile prévue des immobilisations corporelles. Les estimations sont établies à partir des meilleures informations disponibles au moment de la préparation des états financiers et elles sont révisées annuellement.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires non vérifiés

30 juin 2024

(en milliers)

afin de refléter les nouvelles informations obtenues. Les résultats réels pourraient différer des estimations établies.

3. ADOPTION D'UNE NOUVELLE NORME COMPTABLE

À compter du 1er avril 2022, la Société a adopté la nouvelle Norme de comptabilité du secteur public PS3400 Revenus. Cette norme exige que les entités du secteur public établissent une distinction entre les recettes entre les opérations de change et les opérations autres que les opérations de change. La caractéristique distinctive entre les deux est l'existence d'une obligation d'exécution, une promesse exécutoire de fournir un bien ou un service à un payeur en échange de la contrepartie promise. Les opérations de change sont caractérisées par une ou plusieurs obligations d'exécution, tandis que les opérations autres que les opérations de change n'ont pas de transfert direct de biens ou de services à un payeur.

Cette nouvelle norme a été adoptée de façon prospective et n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers, à l'exception de l'information supplémentaire fournie à la note 15 des états financiers annuels vérifiés pour l'exercice clos le 31 mars 2024.

4. TRÉSORERIE

La trésorerie comprend l'encaisse affectée qui est constituée d'espèces libellées en euros conservées dans un compte de garantie bloquée dans une banque allemande à titre de sécurité pour l'affrètement de l'*Atlantic Vision*, un traversier destiné aux passagers et au fret. L'encaisse affectée se chiffre à 4 146 € (4 146 € en 2024), ce qui se traduit par 6 077 dollars canadiens au 30 juin 2024 (31 mars 2024 – 6 098 \$).

La période d'affrètement a expiré en mai 2024. Les négociations relatives au retour des fonds à la Société sont en cours.

5. SOMME (À PAYER AU) À RECEVOIR DU GOUVERNEMENT DU CANADA

La Société est financée par le gouvernement du Canada en fonction principalement de ses besoins de trésorerie. En outre, les éléments comptabilisés dans l'état des résultats au cours d'un exercice peuvent être financés par le gouvernement du Canada au cours d'exercices différents. Par conséquent, l'excédent (ou le déficit) de la Société pour un exercice donné diffère selon qu'il est présenté en fonction du financement octroyé par le gouvernement ou des principes comptables généralement reconnus.

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires non vérifiés

30 juin 2024

(en milliers)

	30 juin 2024 (3 mois)	31 mars 2024 (12 mois)
Somme à recevoir du gouvernement du Canada au début de la période	\$ (29,329)	\$ (15,566)
Crédits parlementaires reçus au cours de la période	60,629	178,252
Comptabilisés au cours de la période :		
Exploitation	(18,552)	(128,467)
Immobilisations corporelles	(5,421)	63,548
Excédent (déficit) - financement public à la fin de l'exercice	36,656	(13,763)
Somme à recevoir du gouvernement du Canada à la fin de la période	\$ 7,327	\$ (29,329)

6. REVENUS DE TRANSPORT

Le tableau suivant présente les revenus de transport de la Société par source principale et par type :

	Trimestre clos en	
	30 juin 2024	30 juin 2023
Véhicules utilitaires	12 709 \$	11 661 \$
Autre transport	4 433	4 389
Ventes a bord	3 876	4 308
Véhicules de tourisme	3 682	3 990
Produits du supplément pour le carburant	2 473	2 410
Passagers	2 237	3 020
Revenu total du transport	29 410 \$	29 778 \$

7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2024, le recouvrement net des avantages sociaux futurs des employés étaient de (3 250) \$ (3 856 \$ au 30 juin 2023). La Société est en position de redressement puis qu'elle a cessé de cotiser au régime de pension agréé, celui-ci étant en situation de surfinancement. Le montant recouvré comprend les coûts du régime de retraite à prestations déterminées de la Société, de l'assurance-vie et des prestations de soins de santé et de soins dentaires pour les retraités, ainsi que des indemnités d'accident du travail.

8. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En termes de propriété commune, la Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement du Canada. La Société conclut des opérations avec ces entités dans le cours

MARINE ATLANTIQUE S.C.C.

Notes afférentes aux états financiers intermédiaires non vérifiés

30 juin 2024

(en milliers)

normal de ses activités en vertu des mêmes modalités et conditions que celles qui s'appliquent à des parties non liées. Au cours de la période, la Société a engagé des dépenses de 422 \$ (352 \$ en 2023) auprès d'autres sociétés d'État, ministères et organismes fédéraux. En plus de ces opérations, le gouvernement du Canada fournit un financement à la Société, tel qu'il est décrit aux notes 2a) et 5. Transports Canada accorde à la Société le droit d'utiliser gratuitement les terres de la Couronne sur lesquelles se trouvent les terminaux. Aucun montant n'a été enregistré puisque la juste valeur du service reçu gratuitement n'est pas mesurable de manière fiable.

9. ÉVENTUALITÉS

Aucun changement n'a été apporté aux éventualités juridiques depuis la fin du dernier exercice terminé. Il n'y a pas eu de nouvelles réclamations qui ont une probabilité de paiement.

10. DONNÉES COMPARATIVES

Les chiffres comparatifs de certains postes ont été reclassés dans l'état des résultants afin de se conformer à la présentation de l'année en cours et de mieux tenir compte de la nature des dépenses.